

**Nations unies - La protection des
infrastructures critiques face à la
menace terroriste - Intervention de
la représentante permanente
adjointe de la mission permanente
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 13 février 2018)

Monsieur le Président,

Permettez-moi avant tout de remercier l'ambassadeur du Pérou et président du Comité contre le terrorisme, M. Gustavo Meza-Cuadra Velásquez, pour sa présentation. Je saisis cette occasion pour lui adresser, au nom de la France, nos plus sincères vœux de succès pour les deux prochaines années à la tête de cet important Comité.

Nous avons eu l'occasion d'en parler au sein de ce Conseil la semaine dernière, en dépit de sa défaite militaire en Irak et au Levant, Daech continue de poser une menace sérieuse à la paix et la sécurité internationales, comme l'illustre la série d'attentats terroristes qui continuent d'émailler l'actualité. La liste des déclarations à la presse de ce Conseil en atteste tristement. Plusieurs attaques terroristes ont démontré, par le passé, combien les infrastructures critiques, en particulier, pouvaient constituer des cibles privilégiées pour les terroristes. Il s'agit d'une question qui peut paraître technique, mais qui touche en réalité de très près à la vie quotidienne de tous nos concitoyens.

Je souhaiterais formuler deux remarques principales :

1/- La première, pour rappeler qu'il y a un an exactement, l'adoption à l'unanimité de la résolution 2341 a permis, pour la première fois, de souligner l'importance de cette menace à l'échelle internationale. Nous nous félicitons des efforts du Comité contre le terrorisme et de sa direction exécutive (CTED) pour aider les Etats à mettre en oeuvre cette résolution importante et à faciliter la coopération internationale dans le domaine de la protection des infrastructures critiques. La résolution 2341 avait en particulier permis d'insister sur deux messages clés :

- (i) tout d'abord, la prévention et la préparation aux éventuelles menaces, avec l'importance d'identifier en amont les principaux défis et vulnérabilités en matière de protection des infrastructures critiques, et d'élaborer une stratégie ciblée à mettre en place en cas d'attaque ;

- (ii) et deuxièmement, ensuite, l'importance de la coopération, qu'elle soit inter-agences ou interétatique, afin de garantir un niveau de protection adapté. Cela passe notamment par l'échange d'information, de connaissances et d'expériences. En raison de la nature même des

activités assurées par ces infrastructures critiques, une coopération étroite avec le secteur privé est également indispensable.

Monsieur le Président,

2/- Deuxième remarque, qui porte sur le dispositif mis en place par la France dans ce domaine. La protection de la population ainsi que la garantie de la continuité des fonctions essentielles de la nation demeure une priorité stratégique pour la France. C'est pourquoi, à l'échelle nationale, la France adapte constamment son dispositif afin de protéger les infrastructures critiques, comme demandé par la résolution 2341. Notre dispositif de "sécurité des activités d'importance vitale", mis en place dès 2006, couvre aujourd'hui douze secteurs d'activités, dont les transports, la santé, et les communications notamment, et englobe aujourd'hui près de 250 "opérateurs d'importance vitale", dans les domaines public et privé. Il vise à renforcer la protection des infrastructures critiques tant au plan physique que dans le domaine du cyberspace.

La France continue également de soutenir les initiatives régionales avec ses partenaires européens. Compte tenu de l'interdépendance des infrastructures critiques des pays européens, leur protection nécessite une coopération accrue entre les membres de l'Union européenne. C'est pourquoi la France a largement contribué aux efforts européens pour développer le "Programme européen de protection des infrastructures critiques", qui est un projet également soutenu par la Direction exécutive du comité contre le terrorisme (CTED). Nous nous félicitons également de la publication par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et avec le soutien de la DECT, d'un guide pratique sur la protection des infrastructures non-nucléaires dans le domaine de l'énergie.

Monsieur le Président,

Ce débat sur les infrastructures critiques est une illustration très concrète et opérationnelle de la diversité et de la complexité des défis auxquels nous faisons face. Dans la lutte contre le terrorisme, qui doit porter sur tous les fronts, nous n'avons pas d'autre option que celle d'une coopération internationale renforcée. La France continuera naturellement de prendre toute sa part à ces efforts.

Je vous remercie./.